

Aux antipodes des extrémistes d'hier, les radicaux d'aujourd'hui

Isabelle Sommier

DANS **POUVOIRS** 2021/4 (N° 179), PAGES 103 À 113
ÉDITIONS **LE SEUIL**

ISSN 0152-0768

ISBN 9782021469486

DOI 10.3917/pouv.179.0103

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2021-4-page-103.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Le Seuil.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

AUX ANTIPODES DES EXTRÉMISTES D'HIER, LES RADICAUX D'AUJOURD'HUI

103

L'extrémisme politique était jusqu'aux années 1980 incarné par l'« extrême gauche », ces petites formations, trotskistes et maoïstes, à la gauche du Parti communiste français qui se voulaient alors une option alternative au communisme orthodoxe, devenu à leurs yeux « révisionniste » ou bureaucratique et dont ils entendaient revivifier la veine révolutionnaire, pour certaines par la violence. Soit elles ont disparu, soit elles n'interviennent désormais sur la scène publique qu'au moyen de la participation politique conventionnelle, électorale d'abord, ou dans le cadre de contestations routinisées.

La radicalité a supplanté l'extrémisme, mais pour être également érigée en menace à l'ordre public. Elle serait incarnée par « l'ultragauche », selon un premier rapport établi par les Renseignements généraux, où sont évoqués soixante-dix « passages à l'acte violent » de janvier 2006 au printemps 2008¹. Ainsi que l'ont bien expliqué Laurent Bonelli et Fabien Carrié, la radicalité se définit relationnellement : co-construction, elle renvoie à la transgression d'une norme, *perçue comme subversive* pour l'ordre politique ou social, ce que n'est pas, par exemple, la délinquance². Aussi ne peut-elle être appréhendée indépendamment du système de valeurs et du processus d'étiquetage comme déviant (position parfois assumée voire revendiquée par l'auteur de la transgression). Pour

1. *Du conflit anti-CPE à la constitution d'un réseau préterroriste international : regards sur l'ultragauche française et européenne*, juin 2008.

2. *La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français*, Paris, Seuil, 2018, p. 68.

ma part, j'ai défini comme radical l'engagement qui, à partir d'une posture de rupture vis-à-vis de la société d'appartenance, accepte au moins en théorie le recours à des formes non conventionnelles d'action politique éventuellement illégales, ou même violentes³.

De ce point de vue, autonomes (au sens large) et anarchistes sont en effet radicaux. À l'inverse des militants d'extrême gauche d'hier qui se positionnaient à la fois avec et contre les partis communistes, ils se situent à distance voire en opposition avec les principes et modalités du conflit qui ont accompagné l'institutionnalisation du mouvement ouvrier sous la houlette hégémonique du marxisme. Loin d'appartenir au même album de famille, ils revendiquent et nourrissent un triple clivage : une fracture d'origine puisqu'ils sont en quelque sorte les héritiers des bannis du mouvement ouvrier hégémonique pendant plus d'un siècle ; une division idéologique, en rejetant le socle doctrinal de ce mouvement (croyance dans le progrès et valorisation du travail, perspective de prise de pouvoir, etc.) ; une séparation pratique par l'éloge du désordre contre la mise en forme et en ordre du conflit opérée par des organisations de masse verticales.

104

LES RECOMPOSITIONS DE L'ANTICAPITALISME

L'histoire du mouvement ouvrier est jalonnée de tensions et d'exclusions qui constituent autant de strates géologiques des groupes présentés aujourd'hui comme radicaux et qui, pour beaucoup, se revendiquent comme tels. Qu'elles se déclinent en anarchisme, communisme libertaire ou simplement autonomie, ces strates ont en commun de se définir comme « anti-autoritaires ». En découle un mode d'organisation (ou le choix de non-organisation au sens formel du terme) aux antipodes de celui du communisme orthodoxe.

La revanche des anti-autoritaires sur le rameau communiste

Sans faire l'histoire de ce mouvement ouvrier alternatif (et vaincu jusqu'au XXI^e siècle), quelques balises suffisent pour éclairer le syncrétisme dont les collectifs actuels sont le produit, singulièrement en France peut-être, et qui conduit les services de renseignements à parler de « mouvance anarcho-autonome ».

L'anarchisme naît des divergences opposant Karl Marx à Mikhaïl Bakounine, qui dénonce le Conseil général de Londres, qualifié de

3. « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et politiques*, n° 68, 2012, p. 15-35.

« hiérarchique et autoritaire » au sein de la I^{re} Internationale (1864-1872). Elles se terminent au congrès de La Haye de 1872 par la scission des « anti-autoritaires », qui créent dans la foulée l'Internationale anti-autoritaire. L'ultragauche, terme largement rejeté par celles et ceux que l'on désigne ainsi, puise quant à elle ses racines dans trois temps historiques. D'une part, la contestation « de gauche » du marxisme-léninisme, en particulier dans la « gauche communiste », représentée, entre autres, par Rosa Luxemburg et Amadeo Bordiga, et dans la tradition conseilliste des années 1919-1920, inspirée par Anton Pannekoek. Elle se nourrit, d'autre part, de l'influence de groupes intellectuels comme Socialisme ou barbarie (1948-1967) puis l'Internationale situationniste (1957-1972). Elle vient enfin du mouvement autonome issu d'une relecture de Marx opérée à la fin des années 1960 par des intellectuels italiens comme Toni Negri qui insiste notamment sur la nécessaire articulation entre pratique et théorie politiques, sur l'autonomie des luttes vis-à-vis des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier et le communisme « ici et maintenant ». Au fil du temps et des importations à partir de la seconde moitié des années 1970, particulièrement dans notre pays, l'autonomie a pris un parfum plus anarchisant que ses origines communistes pour essentiellement n'en retenir que le refus de toute organisation et la valorisation de l'action directe.

105

En retrait pendant plus de deux décennies, cette nébuleuse réapparaît au cours des années 2000 à l'occasion des mobilisations, successivement, contre la mondialisation néolibérale (dès le contre-sommet de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle, en novembre 1999), contre le contrat première embauche (CPE) en 2006, contre la loi Travail en 2016, mais aussi avec le développement des zones à défendre (ZAD), au premier rang desquelles Notre-Dame-des-Landes durant la décennie 2010. Pour le grand public, elle a le visage, masqué, des « *black blocs* » – autrefois appelés casseurs –, un terme inventé en 1980 par la police allemande pour désigner des individus cagoulés, habillés en noir, qui se livrent à des destructions de biens et harcèlent la police.

Un répertoire organisationnel aux antipodes

En réalité, les *black blocs* renvoient à une tactique de manifestation et en aucun cas à un groupe constitué et pérenne. Ils s'organisent en groupes affinitaires (ou groupes d'affinité), un mode d'organisation né à la fin du XIX^e siècle chez les anarchistes espagnols qui privilégie le regroupement en petits groupes soudés par des liens préalables et fonctionnant selon les principes de la démocratie directe et de l'horizontalité.

À l'inverse des groupes d'extrême gauche qui, en léninistes, entendaient construire le Parti pour guider le peuple, les radicaux actuels prônent la spontanéité et l'auto-organisation. S'il y a certes, parmi les anarchistes, quelques organisations (qui ne sont pas en tant que telles investies dans les actions et épisodes contestataires évoqués ici), ce sont les groupes informels et les réseaux affinitaires qui dominent très nettement, avec par conséquent un mode de structuration horizontal, formellement antihiérarchique⁴ et très girondin, c'est-à-dire localisé, loin des groupes à dimension ou en tout cas à vocation nationale d'avant. L'évolution de l'antifascisme en est une illustration. Après le délitement pendant les années 1990-2010 des réseaux nationaux centrés sur la lutte contre le Front national tels que Ras l'Front, proche de la trotskiste Ligue communiste révolutionnaire, ou No Pasaran, d'empreinte libertaire, il a connu un renouveau à partir de 2007. À la différence des groupes d'hier, les actuels sont plus locaux, instables voire éphémères malgré quelques places fortes comme la région parisienne (avec Action antifasciste Paris-Banlieue) ou les villes de Strasbourg, Marseille et Lyon, où ils sont en butte physique avec les Identitaires ou l'ex-Bastion social.

Sur le plan organisationnel, une différence importante sépare anarchistes et autonomes. Si, traditionnellement, la question des modalités de débat et de prise de décision est centrale chez les premiers, au prix de procédures parfois lourdes, par exemple dans la distribution de la parole et la recherche du consensus, les seconds en dénoncent volontiers le côté procédural, allant, notamment au cours des mobilisations étudiantes, jusqu'à contester la légitimité d'assemblées générales, qualifiées de bureaucratiques.

Anarchistes et autonomes se réunissent toutefois dans la promotion de l'action directe qui valorise l'autonomie des luttes (comme le squat, la désobéissance civile, les coopératives ouvrières). Aussi cherchent-ils à faire prévaloir une dynamique autogestionnaire par des coordinations souveraines et le mandat impératif des délégués. En l'absence de toute structure, même lâche, de regroupement, ils se mélangent dans les espaces de rencontre que constituent les ZAD, les squats ou les communautés néorurales, et surtout dans les luttes communes.

4. «Formellement» dans la mesure où, ainsi que l'a analysé la féministe étasunienne Jo Freeman, l'absence de structures formelles peut dans les faits générer de la tyrannie par les hiérarchies informelles et le caractère exclusif de ces organisations. Cf. «The Tyranny of Structurelessness», texte issu d'une conférence de la Southern Female Rights Union qui s'est déroulée en mai 1970 (disponible sur JoFreeman.com).

Les organisations verticales, qu'elles soient partisans ou syndicales, sont honnies, pour leur hiérarchie induisant le leadership des uns, la passivité des autres, pour la tyrannie de la majorité et la pesanteur de fonctionnement qu'elles génèrent.

ENVERS ET CONTRE TOUT (ET TOUS)

L'opposition est aussi nette avec le mouvement ouvrier orthodoxe sur le plan doctrinal du fait de la posture « anti » que les activistes déploient tous azimuts. Toutefois, depuis les années 1990 s'ajoutent à ces invariants de nouvelles thématiques qui contribuent à l'élargissement des domaines de lutte et à rapprocher ces activistes d'autres ensembles militants.

L'orthodoxie communiste remise en question

107

Pour exemplifier, peut-être de façon schématique, la distance qui sépare idéologiquement ces deux rameaux du mouvement ouvrier, appuyons-nous sur la distinction opérée par Luc Boltanski et Ève Chiapello entre « critique sociale » et « critique artiste ». La première met l'accent sur l'exploitation – c'est celle, classique, du mouvement ouvrier « officiel » –, l'autre sur l'aliénation, insistant ainsi sur le vécu subjectif de la souffrance (et non collectif), sur le mode bohème de la perte de sens induite par le capitalisme⁵. Partant de ce principe, toute institution ou tout procès restreignant la liberté d'agir de l'individu est voué aux gémonies. L'État bien sûr, et plus largement tous ceux prétendant parler « au nom de », qui domestiqueraient par là même le potentiel individuel de rage.

Le travail également, dont la valorisation est constitutive du mouvement ouvrier orthodoxe, y compris lors de sa cessation avec la condamnation du luddisme⁶ par la I^{re} Internationale en 1867, qui le renvoie à l'archéologie du mouvement ouvrier. À partir de là, la préservation de l'outil de travail lors des grèves est un impératif à faire respecter. Chez les anarchistes en revanche, on observe deux positions bien distinctes vis-à-vis du travail. La première, anarcho-syndicaliste, prône sa libération par le contrôle des moyens de production. La seconde, son abolition ; elle est plutôt développée par les anarchistes individualistes et domine le paysage actuel avec le refus du salariat qui fut central dans l'Autonomie

5. *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 84 et suiv.

6. Le luddisme (ou mouvement luddite) fut un mouvement de protestation des artisans anglais du textile dans les années 1811-1812, caractérisé par des bris de machines pour lutter contre la mécanisation. Par extension, le terme désigne aujourd'hui des pratiques de dégradation et de vandalisme.

italienne des années 1970⁷. Le mouvement anti-CPE de 2006 l'illustra avec éclat à travers le slogan de la Tendance gréviste ni CPE ni CDI : « CPE ou CDI, c'est toujours le STO ».

L'anticapitalisme est en vérité le seul point commun entre les deux ensembles, quoiqu'il ait été mis en sourdine par celui qui nous préoccupe ici, du moins jusqu'au mouvement des « gilets jaunes » au profit de mobilisations toujours plus axées sur la question des libertés (dénonciation de la répression, de la biométrie, des frontières avec les No Border, défense des migrants), plus largement sur ce qui est considéré comme une intrusion croissante dans la vie privée, le « flicage généralisé ». Cette évolution renvoie à la montée en puissance de la nébuleuse « anti-industrielle ».

108 *La dénonciation du progrès et de l'anthropocentrisme :
une extension du domaine de la lutte*

Importée dans la contre-culture étasunienne au cours des années 1960 bien qu'elle vienne des milieux conservateurs du siècle précédent, la critique du progrès et de la technologie arrive plus tardivement en France avec la revue *Encyclopédie des nuisances*, qui paraît de 1984 à 1992. Elle reste cependant confidentielle et essentiellement livresque jusqu'au nouveau millénaire. À la confluence de l'actuelle radicalité idéologique, anarchiste et autonome, et de l'écologie radicale, les anti-industriels sont des « technocritiques » qui dénoncent l'idée même de progrès et la société industrielle. Ils voient dans le mouvement luddite des précurseurs mais se rattachent en partie aux anarcho-primitivistes des États-Unis Theodore Kaczynski, dit Unabomber, qui a commis plusieurs attentats contre des scientifiques entre 1978 et 1995, et John Zerzan, favorable au retour à une société de chasseurs-cueilleurs. Nombre de leurs atteintes aux biens – par exemple contre les « nécro-technologies » – ne sont pas revendiquées ou le sont par des sigles éphémères témoignant de l'inspiration post-situationniste, comme la dégradation, en 2017, de deux antennes-relais assurant les réseaux téléphoniques, signée BARJO – pour barbecue d'antennes-relais joliment osé.

Les zadistes illustrent également la porosité grandissante entre sensibilité à la nature et critique du capitalisme, qu'ils mettent bien plus radicalement en discussion que le mouvement ouvrier orthodoxe. Venu du néologisme militant détournant l'acronyme des « zones d'aménagement

7. On peut penser que l'importance en son sein de la figure de « l'ouvrier social », marqué par la précarité, en particulier des « intellectuels prolétaires », ne fut pas étrangère au succès de la thématique.

différé», le terme désigne les écologistes radicaux qui luttent contre ces projets, notamment par l'occupation de l'espace, par exemple à Notre-Dame-des-Landes, qui fut la «ZAD mère». Les zadistes dénoncent les «grands projets inutiles imposés», une expression désignant depuis le milieu des années 1980 des opérations d'infrastructure surdimensionnées, jugées inutiles et coûteuses sur le plan économique et/ou écologique. Ils le font par leur occupation, qui est aussi l'occasion d'expérimenter des modes de vie alternatifs – autosuffisance alimentaire et énergétique, donc économie circulaire, rapports non marchands entre les individus et horizontalité des relations sociales – et de constituer des petites «communes», sortes d'îlots de communisme ici et maintenant. Ainsi la poussée des thématiques écologistes accentue-t-elle la politisation de la vie quotidienne issue des années 1968 et la politique préfigurative qui consiste à vivre derechef selon ses principes, sans attendre les lendemains qui chantent. 109

De la critique de l'anthropocène à celle de l'anthropomorphisme, il n'y avait qu'un pas. Il est engagé par des étudiants libertaires lyonnais, auteurs d'une brochure, *Nous ne mangeons pas de viande pour ne pas tuer d'animaux*, distribuée à cinq mille exemplaires entre 1985 et 1992 qui importe l'antispécisme en France. Ce nouveau combat connaît une progression fulgurante alimentée par deux autres courants en vogue. D'un côté l'écoféminisme, qui associe la destruction de la nature aux différentes formes d'oppression des femmes, oppression élargie aujourd'hui aux animaux. De l'autre la cause animale. Boucherie Abolition, spécialisé en quelque sorte dans la dégradation des commerces de bouche, constitue à ce jour la synthèse la plus aboutie entre les deux causes par une lecture globale des dominations à l'aune du capitalisme patriarcal.

Une telle extension des domaines de lutte et des sujets à émanciper de l'oppression suppose pour ses promoteurs une rupture révolutionnaire en profondeur et non pas simplement réduite à sa dimension économique, passant, chez certains, par une réforme de soi.

ÉLOGE DU DÉSORDRE

En dehors d'une revendication commune «anti» (anticapitaliste, anti-patriarcal, anti- «État et toutes formes de hiérarchie et d'oppression»), le socle commun est essentiellement pratique: l'action est motrice, au travers des squats et surtout de la participation aux conflits du moment, assortie le cas échéant, d'une part, de dégradations et sabotages, d'autre part et de plus en plus, de l'investissement émeutier des manifestations.

Bien que la radicalité ne s'accompagne pas nécessairement de l'usage de la violence, nous nous concentrerons ici sur celle-ci, non seulement pour exploiter quelques résultats d'une base de données inédites de faits de violences militantes sur une trentaine d'années⁸, mais aussi en raison de la définition relationnelle de la radicalité évoquée en introduction : à tort ou à raison, l'activisme parfois violent de ces groupes inquiète les pouvoirs publics et a suscité la mise en place de plusieurs services de renseignements spécialisés au sein de la sous-direction de l'anticipation opérationnelle de la gendarmerie nationale comme, en 2019, les cellules « Déméter » sur l'activisme animaliste et « Oracle » sur les incendies d'antennes-relais.

La valorisation de l'action

- 110 À la différence de la violence des groupes d'extrême gauche du xx^e siècle se revendiquant du marxisme ou du marxisme-léninisme, qui passait par des attentats revendiqués par des organisations constituées, celle de l'actuelle mouvance se manifeste par des dégradations anonymes ou commises par des groupes informels souvent dépourvus de nom (ou désignés par des sigles improbables rappelant le mouvement autonome de la fin des années 1970). On a d'ailleurs de plus en plus de mal à déterminer la dimension politique (ou pas) des actes de violence recensés dans les médias militants, et de ce fait en partie endossés sur le registre de la « guerre sociale » – en référence au journal éponyme fondé par Gustave Hervé qui, de 1906 à 1916, rassemblait syndicalistes révolutionnaires et anarchistes antimilitaristes avant d'être repris de 1977 à 1984 par Dominique Blanc et Gilles Dauvé.

Les actions ainsi menées ne sont pas sans rappeler la « propagande par le fait », lancée par les anarchistes au congrès international de l'Association internationale des travailleurs qui s'est tenu à Berne en 1876, consistant à sortir de la légalité pour associer à la propagande classique celle des faits, de la « révolte permanente », la « seule voie menant à la révolution », pour reprendre les mots d'Errico Malatesta. Cette propagande se traduit aujourd'hui par des atteintes aux biens, préméditées ou non. Dans le premier cas de figure, elles visent principalement les sièges des partis politiques et les grandes entreprises (Engie, Areva, Enedis, etc.), accusées d'atteinte aux libertés publiques (par les caméras de surveillance ou le recours à la biométrie, par exemple), de nuisance (ondes électriques,

8. Isabelle Sommier (dir.), avec la collaboration de Xavier Crettiez et François Audigier, *Violences politiques en France, de 1986 à nos jours*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021.

compteurs Linky, etc.) ou de « collaboration » avec les politiques anti-migratoires. 58,6 % des dégradations touchent uniquement des biens privés, 27,6 % des biens publics et 13,8 % les deux. En dehors des entreprises, les cibles privilégiées révèlent une sorte de spécialisation : les « appareils répressifs » (commissariats, gendarmeries, casernes, etc.) sont touchés à 54,5 % par les autonomes, qui visent également 59,5 % des administrations ; les appareils culturels le sont par les anarchistes dans 38,6 % des cas – il s'agit pour les deux tiers de lieux de culte en raison, clairement, de leur anticléricalisme farouche⁹.

Dans le second cas, les atteintes aux biens non préméditées, le vandalisme des banques et enseignes de multinationales au cours, généralement, de manifestations est principalement justifié au nom de la « réappropriation sur le vol capitaliste ». Le désordre de rue, voire la destruction du matériel urbain, se fait alors « libération » d'un territoire de l'emprise étatique pour le transformer en « zone autonome temporaire » (TAZ), suivant le concept forgé par l'auteur anarchiste américain Hakim Bey dans un livre éponyme à partir de ce qu'il appelle les « utopies pirates », c'est-à-dire la constellation d'enclaves gouvernées par les pirates au XVIII^e siècle. La TAZ est « un soulèvement qui ne se confronte pas directement avec l'État, une opération de guérilla qui libère une aire (de temps, de terre, d'imagination) et ensuite se dissout pour se reformer dans un autre lieu, dans un autre temps, avant que l'État ne puisse l'écraser¹⁰ ». Ce même principe sous-tend les ZAD ainsi que la « libération de territoire » dont se rendraient maîtres les *black blocs*. Hier, ils étaient en marge et en queue des cortèges ; désormais, ils en ont pris la tête et, d'une certaine manière, ils en donnent le tempo, du moins assez souvent, en s'imposant face aux organisateurs et en monopolisant les caméras.

111

L'usage émentier des manifestations

Les autonomes jugent négativement les grèves encadrées, qualifiées de « bla-bla grèves » qui ne servent à rien. Pour eux, plus encore depuis les « gilets jaunes », seule la rupture de la paix civile ou en tout cas sa menace offre quelques conditions d'efficacité. À la légitimation idéologique du recours à la violence s'ajoute donc son efficacité pratique.

Sur l'ensemble des affrontements avec les forces de l'ordre repéré à partir de la base de données, plus de la moitié viennent des zadistes et activistes de gauche, au premier rang desquels les autonomes, qui

9. *Ibid.*, p. 51.

10. Hakim Bey, *TAZ : zone autonome temporaire* (1991), Paris, L'Éclat, 1997.

s'affirment en champions des affrontements et plus largement des violences de rue, en nette croissance depuis les manifestations de 2006 contre le CPE et surtout de 2016 contre la loi Travail¹¹. Leur aversion de la police, signalée par l'acronyme ACAB – « *all cops are bastards* » (tous les flics sont des salauds) –, en référence à un slogan utilisé dans les milieux punks et skinheads antifascistes britanniques dans les années 1980, est également grandissante de par la montée de la thématique des violences policières avec les « gilets jaunes » et le comité Vérité pour Adama.

La violence contre les forces de l'ordre remplit trois fonctions. Stratégique: il s'agit selon la fameuse formule de « montrer le vrai visage de l'État » en enclenchant ou en entretenant le cycle provocation-répression. Régulatrice: elle constitue une ressource, renforcée par l'écho médiatique qu'elle reçoit, pour s'affirmer entre groupes manifestants. Identitaire: elle témoigne de l'authenticité et de la radicalité de l'engagement, par la prise de risques qu'elle induit. Sans oublier sa dimension ludique, la montée d'adrénaline et le sentiment de puissance qu'elle provoque.

L'investissement émeutier de la rue, par opposition aux « manifestations traîne-savates » des syndicats, est une autre expression de la défiance à l'égard de ces derniers, défiance qui se traduit par l'extension du « cortège de tête » apparu en 2016. Le 1^{er} mai 2018, ils sont 14 500 à défiler devant le cortège officiel, et en leur sein 1 200 *black blocs*; l'année précédente, ils étaient respectivement 800 et 150, d'après les chiffres du ministère de l'Intérieur. Depuis le mouvement des « gilets jaunes », le phénomène s'est accentué et a certainement contribué à la fois à l'accroissement des rangs des *black blocs* et à leur évolution morphologique, avec un « recrutement » plus interclassiste et une nette féminisation qui renvoie aux mutations évoquées plus haut. Depuis les manifestations contre les ordonnances de la loi Travail de 2017, en réaction aux pratiques virilistes qui s'y sont fait jour, des féministes radicales ont par ailleurs créé le Witch Bloc, qui reprend le sigle du groupe new-yorkais fondé en 1968, le Women's International Terrorist Conspiracy from Hell (soit Witch, « sorcière » en anglais).

*

Les collectifs dont il a été question ici, bien qu'en dynamique ascendante particulièrement médiatisée, restent très minoritaires et en tout état de cause très inférieurs numériquement aux rangs syndicaux qu'ils

11. *Violences politiques en France, op. cit.*, p. 173.

contestent (quelques milliers contre trois millions de syndiqués). Leur fortune tient d'abord à l'éclipse objective (avec un taux de syndicalisation de 11 % de la population active, taux divisé par quatre en soixante ans) et symbolique de ces derniers qui, d'une certaine manière, contribue par défaut à les mettre en lumière. Mais elle tient aussi aux logiques de la société du spectacle qu'ils dénoncent tout en les alimentant par les images de violence diffusées en instantané et *ad nauseam* sur les chaînes d'information en continu qui, comme les discours sur l'insécurité, s'en régale. Ces mécanismes d'ordres très différents renforcent l'animosité historique entre les deux rameaux du mouvement ouvrier, animosité surjouée par quelques-uns dans une certaine fétichisation et esthétisation des violences de rue, dont celles exercées contre la CGT lors du 1^{er} mai 2021 ont à ce jour constitué l'acmé. La poursuite ou non de cette surenchère de distinction en radicalité sera déterminante pour les deux et, au-delà, pour la gauche, surtout dans le contexte de la présidentielle de 2022.

113

R É S U M É

Les groupes présentés aujourd'hui comme radicaux, et qui, pour beaucoup, se revendiquent comme tels, se situent à distance voire en clivage avec les principes (croyance dans le progrès et valorisation du travail, perspective de prise de pouvoir, etc.) et modalités du conflit (mis en forme par des organisations de masse verticales) qui ont accompagné l'institutionnalisation du mouvement ouvrier sous la houlette hégémonique du marxisme. Ils tranchent ainsi avec les groupes d'extrême gauche des années 1968. Leur fortune actuelle clôt en quelque sorte une période historique et en ouvre une nouvelle aux contours incertains, pour ne pas dire chaotiques.